

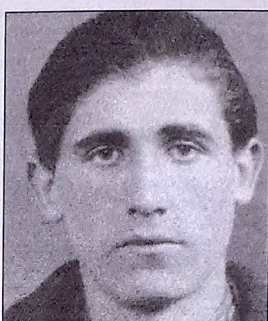
27 MAI

JOURNÉE NATIONALE DE LA RÉSISTANCE

LE JOURNAL DE LA RÉSISTANCE

FRANCE D'ABORD
FONDÉ DANS LA CLANDESTINITÉ EN 1941

Rédaction-Administration, 79, rue Saint-Blaise, 75020 Paris
N° 1110 - MARS 2000



HOMMAGE A 7 MARTYRS (voir page 8)

De gauche à droite et de bas en haut :

Tony BLONCOURT, 20 ans, étudiant

Roger HANLET, 19 ans, mécanicien

Pierre MILAN, 17 ans, télégraphiste

Robert PELTIER, 20 ans, modelleur sur métaux

Christian RIZO, 19 ans, étudiant

Acher SEMHAYA, 27 ans, ouvrier mécanicien

Fernand ZALNIKOW, 19 ans, ouvrier fourreur

Fusillés au Mont-Valérien le 9 mars 1942

JEAN BARRÈS N'EST PLUS

Vice-président national de l'ANACR, Jean Barrès s'est éteint le 1^{er} mars dernier.

Né le 24 mai 1907, Jean Barrès, sergent à l'issue de son service militaire effectué en 1927-1928, avait été rappelé par mesure de pré-mobilisation le 29 août 1939 au 7^e RTA ; il sera démobilisé le 30 juillet 1940.

Co-fondateur du Comité d'Action socialiste clandestin du Lot-et-Garonne, il intègre en septembre 1940 le mouvement "Brutus" (Groupe Froment). Dès le 1^{er} mai 1941, il rejoint le mouvement de Résistance "France au Combat". Agent P1 du réseau Hilaire - Buckmaster, il servit aussi du 1^{er} octobre 1942 au 30 septembre 1944 dans les F.F.I. : "Mouvement France au Combat - Groupes Vény - Bataillon Georges, compagnie N.L.20". Chef du 10^e secteur, adjoint au capitaine du bataillon Georges, il fut homologué capitaine F.F.I. Engagé volontaire pour la durée de la Guerre, directeur adjoint de la formation pré-militaire du Lot-et-Garonne, il fut démobilisé le 21 novembre 1945. Jean Barrès était Chevalier de la Légion d'Honneur, Croix de Guerre avec étoile d'argent, Croix du Combattant Volontaire 39/45, Médaille de la Résistance, titulaire des cartes de C.V.R. et du Combattant.

Militant socialiste depuis 1923, Jean Barrès fut après la Guerre secrétaire fédéral de la Fédération S.F.I.O. du Lot-et-Garonne de 1959 à 1970.

Jean Barrès, après avoir longtemps été secrétaire général de l'ANACR du Lot-et-Garonne, en était le co-président départemental. Membre de la direction départementale de plusieurs associations du monde Combattant et Résistant (C.V.R., A.R.A.C....), il était depuis 1966 Vice-président du Conseil départemental de l'Office et Président du Comité d'organisation du Prix de la Résistance et de la Déportation. Lors de ses obsèques le 3 mars dernier, devant sa famille et en présence de représentants des autorités civiles et militaires, de représentants des associations du monde combattant et de ses camarades de combat, Jean Mirouze, président départemental de l'ANACR, après avoir évoqué l'action résistante et la vie militante de Jean Barrès, et l'ami qu'il fut, rappela, en soulignant sa volonté permanente d'union, que Jean Barrès fut, avec René Filhol, André Garbay et André Huser, l'un des quatre présidents historiques de



l'ANACR du Lot-et-Garonne, représentative de tous les mouvements de Résistance.

Jean Thouvenin, vice-président national représentant le Bureau national, lui a rendu hommage en ces termes : « Nous avons perdu un homme de conviction et de sincérité. Son parcours en tant que citoyen l'atteste... Nous avons perdu celui qui était un modèle de courage lucide, l'un de ceux qui ont compté parmi les figures et incarnations de la Résistance intérieure... Nous avons perdu un organisateur efficace d'une compétence reconnue. Entré au Conseil national de l'ANACR en 1966 et au Bureau national en 1980, vice-président national depuis 1994, il était un des animateurs de l'un des plus grands comités de notre association... nul ne peut ignorer son rôle dans la restructuration du Centre Delestrain-Fabien. Nous avons perdu enfin une personnalité conviviale au sens fondamental du terme, c'est-à-dire quant à l'art de vivre ensemble... La flamme de la Résistance ne doit pas s'éteindre, la flamme de Jean Barrès ne s'éteindra pas ».

LE PEUPLE DE FRANCE NE VOULAIT PAS EXISTER SANS VIVRE (Victor Hugo)

Le 9 mars, fut apposée dans l'Hôtel de la Présidence de l'Assemblée Nationale, une plaque célébrant la mémoire de 7 résistants (voir ci-contre) jugés en ce haut lieu de la République Française et fusillés le 9 mars 1942. M. Fabius présidait, M. Masseret prit la parole, le président Robert Chambeiron déclara notamment :

"Qui étaient-ils ? Des étudiants, des employés, des ouvriers, des enfants du peuple. Ils venaient d'horizons différents. Ils n'avaient pas tous la même perception du monde et de son devenir. Mais le même élan patriotique les avait réunis, sous un même drapeau, celui de la Résistance, unie et diverse, c'est à dire à l'image de la France, rebelle à toute forme de totalitarisme et qui refusait la honte de la capitulation et l'humiliation d'une occupation étrangère. Ils partageaient le même attachement aux valeurs universelles de la République, fruits d'un combat permanent depuis deux siècles et qu'avait piétinées le gouvernement collaborationniste de Vichy. La liberté, la justice sociale, les droits de l'homme, l'égalité devant la loi, le respect de l'autre, étaient au carrefour de leur engagement.

Ils étaient antifascistes et républicains. Donc, en tout état de cause, voués à la haine meurtrière des nazis. Ce n'est pas par hasard, d'ailleurs, si les nazis avaient choisi pour faire leur procès le lieu qui symbolisait, en France, la République, la démocratie et la représentation populaire. Ni par hasard, qu'en ce même lieu, en 1940, le propagandiste de l'idéologie nazie, Julius Rosenberg avait dénoncé les grands idéaux de la révolution française dans un discours que les nazis tenaient pour définitif... Mais peut-on parler de procès ? Un tribunal composé exclusivement de nazis, le général Stupnagel au premier rang, une presse allemande et doriotiste, ce qui était la même chose et peut-être pire encore, érucant d'une haine froide, furent la macabre mise en scène d'un assassinat programmé... Le sacrifice des combattants que nous honorons aujourd'hui ne fut pas vain. Il contribua à exalter le sentiment patriotique des Français restés fidèles à la Patrie et à hâter le moment du rapprochement indispensable de toutes les forces de la Résistance que Jean Moulin, au printemps de 1943, parvint à réunir au sein du Conseil national de la résistance, apportant ainsi au Général de Gaulle la légitimité que lui contestaient les alliés anglo-américains, en même temps qu'elle cimentait, pour un même objectif, l'union des forces de la Résistance intérieure et celles de nos forces qui combattaient sur les théâtres extérieurs d'opérations.

Le peuple de France ne voulait pas exister sans vivre, pour reprendre le vers de Victor Hugo dans "Les Châtiments". Ou courber le front, où se battre. Ce fut ce parti qu'il choisit...

Les monuments, les stèles, les plaques qui témoignent de l'âpreté des combats contre l'occupant et ses complices, sont des lieux de recueillement qui permettent, notamment à ceux qui n'ont pas connu la période de la guerre - ils sont les plus nombreux - de réfléchir sur les événements de cette époque, marquée au sceau du racisme, de l'antisémitisme, de la xénophobie, pour en engager les leçons qui les rendront plus vigilants à l'égard d'un passé funeste, que les thuriféraires du nazisme s'emploient à faire revivre... La mémoire a besoin de sentinelles".

Robert Chambeiron
(Voir notre page 8)

DANS NOTRE SOMMAIRE :

- P. 2 : Les "Amis de la Résistance (ANACR)".
- P. 3 : Reconnaissance des services.
La Résistance autrichienne.
- P. 4 et 5 : Le Général Joinville. Menées néofascistes.
- P. 6 et 7 : La vie de l'Association. Nos deuils.
- P. 8 : Hommage à 7 Martyrs. Le 27 mai.

LES « AMIS DE LA RESISTANCE (ANACR) » • LES « AMIS DE LA RES

PYRÉNÉES-ORIENTALES :

QUELQUES ENSEIGNEMENTS

Raoul Vignettes, président du comité départemental de l'ANACR, a accepté de s'entretenir lui-même pour expliquer les raisons des raisons du succès de la mise en place d'un "groupe d'Amis" :

"A quoi attribuez-vous vos résultats ?"
"Essentiellement d'avoir su éliminer de nos propres rangs la sous-estimation de l'autorité, de la sympathie dont jouit l'ANACR dans notre département. A partir de là, notre timidité a laissé place à une hardiesse sans laquelle on tourne toujours en rond sans avancer, sans laquelle on fait toujours du sur place".

"Vous aviez déjà près de cent "Amis" !"
"Exact, mais parmi eux nos épouses, des membres de nos familles, des retraités. Leur moyenne d'âge n'était pas loin de celle des résistants membres de l'ANACR".

"Comment avez-vous procédé ?"
"Faisant preuve d'un peu plus de hardiesse en nous adressant en particulier à des enseignants, à des personnes passionnées de l'histoire de la Résistance avec lesquelles, depuis des années, nous avions d'excellents rapports, parfois même amicaux, établis souvent dans la préparation du Concours Scolaire de la Résistance et de la Déportation. En particulier avec Jean Larrieu, professeur agrégé d'histoire, auteur d'excellents ouvrages sur la Résistance catalane. Me jetant à l'eau, je lui proposai d'adhérer aux "Amis". Sa réponse spontanément affirmative, je lui proposai aussitôt de prendre la direction de groupe départemental. Sans hésiter, il répondit oui".

"Une première assemblée des "Amis" permit la désignation d'un collectif provisoire de direction du groupe départemental. Ce collectif prépara une assemblée et une invitation signée de Jean Larrieu, président du groupe des "Amis de la Résistance (ANACR)" fut adressée à des enseignants, à des personnes passionnées de l'histoire de la Résistance. Une cinquantaine répondirent à l'invitation et une quinzaine donnèrent leur adhésion. Le conseil départemental fut élu. Il est composé de membres, en majorité d'enseignants en activité ou jeunes retraités. Une dizaine d'entre eux forment le bureau départemental".

"Votre tâche est-elle terminée ?"
"Non. Il s'agit à présent d'aider les "Amis" à trouver les formes d'action qui leur conviennent. Dans l'immédiat, ils vont mettre sur pied toute une équipe qui, avec notre aide, animera des "veillées de la Résistance". Au cours de ces soirées publiques seront présentés des diaporamas, seront lues des lettres de fusillés. Une large place sera accordée aux poèmes de la Résistance ainsi qu'à des récits évoquant des événements glorieux et tragiques de l'Occupation. Afin d'aider les "Amis" à entreprendre leurs propres actions, nous allons les présenter aux autorités (Préfet, Inspecteur d'Académie, Directeur de l'Office des Anciens Combattants, etc). Ainsi, ils seront officialisés".

"Leurs actions. Vous y croyez donc ?"
"Oui, mais soyons patients. Nos "Amis" ne sont pas tous retraités. N'exigeons pas d'eux ce que l'on n'obtient pas parfois des adhérents de l'ANACR. L'essentiel, c'est qu'ils puissent compter sur notre aide, notre expérience".

"Non. Il s'agit à présent d'aider les "Amis" à trouver les formes d'action qui leur conviennent. Dans l'immédiat, ils vont mettre sur pied toute une équipe qui, avec notre aide, animera des "veillées de la Résistance". Au cours de ces soirées publiques seront présentés des diaporamas, seront lues des lettres de fusillés. Une large place sera accordée aux poèmes de la Résistance ainsi qu'à des récits évoquant des événements glorieux et tragiques de l'Occupation. Afin d'aider les "Amis" à entreprendre leurs propres actions, nous allons les présenter aux autorités (Préfet, Inspecteur d'Académie, Directeur de l'Office des Anciens Combattants, etc). Ainsi, ils seront officialisés".

"Leurs actions. Vous y croyez donc ?"
"Oui, mais soyons patients. Nos "Amis" ne sont pas tous retraités. N'exigeons pas d'eux ce que l'on n'obtient pas parfois des adhérents de l'ANACR. L'essentiel, c'est qu'ils puissent compter sur notre aide, notre expérience".

"Leurs actions. Vous y croyez donc ?"
"Oui, mais soyons patients. Nos "Amis" ne sont pas tous retraités. N'exigeons pas d'eux ce que l'on n'obtient pas parfois des adhérents de l'ANACR. L'essentiel, c'est qu'ils puissent compter sur notre aide, notre expérience".

"Leurs actions. Vous y croyez donc ?"
"Oui, mais soyons patients. Nos "Amis" ne sont pas tous retraités. N'exigeons pas d'eux ce que l'on n'obtient pas parfois des adhérents de l'ANACR. L'essentiel, c'est qu'ils puissent compter sur notre aide, notre expérience".

SAONE-ET-LOIRE : "LA" LIGNE OU "LES" LIGNES DE DEMARCATIION ?

Le 9 novembre 1999 en partenariat avec la FOL, les "Amis" ANACR du comité de Macon organisaient une conférence animée par Mme Gillot-Voisin, docteur en histoire et auteur de 2 volumes, la Saône-et-Loire sous Hitler.

Mme Gillot-Voisin est de celles qui enrichissent notre mémoire par ses travaux bien présentés dans un souci constant d'exactitude et de précisions, un parfait travail d'historienne.

"La" ligne de démarcation, ou "les" lignes ? Comme elle aime à le rappeler en insistant sur les partages subis par la région Bourgogne : "ligne noire" le long du canal de la Marne à la Saône, "ligne verte", d'Ouest en Est à travers le département de Saône-et-Loire.

Son propos commence par une question : pourquoi l'existence d'une ligne de démarcation à cet endroit et pourquoi le gouvernement de Vichy l'a-t-il acceptée ? Deux réponses sont proposées et disons, pour simplifier, que la France occupée correspondait à la partie la plus industrialisée (mines du Nord, sidérurgie à l'Est, Région parisienne), celle qui serait la plus utile aux Allemands. Cela se vérifie aussi

GRENOBLE :

RENCONTRE REGIONALE

La rencontre régionale concernant les départements de l'Isère, du Rhône, des deux Savoie, de l'Ain, de la Loire, de la Haute-Loire et du Puy-de-Dôme, a réuni, le samedi 20 novembre dernier à Saint-Martin-d'Hères, une cinquantaine de personnes. Les grosses chutes de neige ayant malheureusement empêché la venue de beaucoup d'Amis et de résistants.

Après l'introduction faite par Martine Peters, qui rappela les motifs et les objectifs de cette rencontre, fixés lors de la réunion du 15 septembre de la direction nationale des "Amis", c'est le président départemental de l'ANACR, Pierre Fugain qui, dans son style percutant, salua l'assemblée et demanda aux

"Amis" de se considérer comme des militants de la Résistance. Si la situation, bien évidemment, n'a rien à voir avec la période de l'occupation allemande, il insista sur le fait que le danger fasciste existe encore sous d'autres formes que les partis F.N. et M.N. et évoqua le commando fasciste qui a envahi le Musée dauphinois quelques jours auparavant. Pour Pierre Fugain, il n'est pas suffisant de se référer à la Résistance, les "Amis" ne sont pas de simples amis. Ils sont les héritiers de la Résistance.

Le conservateur du Musée de la Résistance et de la Déportation, Jean-Claude Duclos, aborda d'une façon tout à fait intéressante la question du "devoir de mémoire", trouvant que l'expression est souvent creuse. Il faut expliquer de quelle mémoire il s'agit, d'une mémoire porteuse d'un projet d'avenir qui fait appel à un système de valeurs. Ce système de valeurs peut être le meilleur ou le pire, et il donne l'exemple des commandos fascistes dont le projet d'avenir est basé sur des valeurs de mort, de racisme, d'exclusion. A cela, il faut opposer un autre système de valeurs, liberté, égalité, solidarité... et c'est le rôle d'une association comme celle des "Amis". Mais il faut aussi avoir une connaissance réelle des faits. Entre la mémoire et les historiens, il y a le Musée. Le Musée n'existe pas que grâce à la connaissance historique mais aussi avec l'expression de la mémoire.

Jacques Varin, secrétaire national des "Amis", apporta des précisions sur la composition des "Amis", l'âge, les motivations, l'activité professionnelle, le rôle des élus. Il insista sur la nécessité pour les plus jeunes de trouver à partir du sens du combat de la Résistance, de sa transmission, des motifs pour mener le combat anti-fasciste et pour la démocratie. Il rappela le besoin pour les "Amis" de connaissance et d'approfondissement de l'histoire de la Résistance. Il évoqua aussi l'aide que les "Amis" apportent de plus en plus souvent aux comités ANACR, tout en conseillant de veiller à ne pas déshabiller les uns pour habiller les autres, et de prévoir l'indis-

pensable relève des "Amis" pris par des tâches de l'ANACR.

Au cours de la discussion qui suivit, Stéphane Duval de l'Isère, Robert Perrier de la Savoie, Albert Dutertre de la Haute-Savoie exposèrent les activités dans leur département. Seront alors abordés plusieurs sujets : travailler sur le fond plus que sur la forme et, quand on milite aussi ailleurs, intégrer les objectifs des "Amis" dans nos activités syndicales, politiques, culturelles, sociales... (Roger Peters).

Créer des relais dans la population, problèmes rencontrés par les enseignants qui se heurtent parfois à leur hiérarchie, manque d'initiative et fuite des responsabilités... (Mme Charosse).

Maintenir les liens entre résistants et professeurs, problème de l'âge des résistants, car recevoir des non résistants ne présente pas le même intérêt. Convaincre les jeunes professeurs de la nécessité de poursuivre ces relations, ce combat et de participer au concours, se battre sur un front interne face à l'offensive pour diminuer les horaires. La tâche de l'école c'est la transmission de la culture historique et des valeurs de la Résistance... (Thérèse Causin, Association des professeurs d'histoire).

Rechercher les derniers témoignages oraux qui seuls peuvent rendre une atmosphère, c'est une des tâches des "Amis". Utiliser des moyens qui intéressent les jeunes d'aujourd'hui documents audio-visuels, CD-Rom, films... (Claude Collin).

Dans la matinée, Henri Rives avait apporté le salut de la Municipalité puis le Maire, René Proby, ayant pu se libérer d'autres obligations vint rejoindre. Il rappela la tradition de la Résistance antifasciste de Saint-Martin - d'Hères, et insista sur le rôle des enseignants, qui hélas n'est plus aussi social qu'avant, et remarqua qu'aujourd'hui les animateurs qui travaillent avec les jeunes de milieux populaires, souvent en difficulté, n'ont pas eux-mêmes la formation nécessaire pour faire passer le message et aider les jeunes à un degré supérieur de réflexion. Le devoir de Résistance est permanent.

Nous remercions René Mouchet, secrétaire départemental ANACR, et Gabriel Madeva, président départemental ANACR de leur présence durant cette journée.

Au terme de cette rencontre riche d'échanges, des décisions sont prises, entre autres, la tenue à l'horizon 2001, d'un colloque régional, d'un appel aux élus régionaux et locaux pour un manifeste afin de faire avancer l'idée du 27 mai journée de la Résistance.

Cette première initiative régionale, malgré quelques difficultés inhérentes à toute première, aura été positive et doit inciter à poursuivre ces échanges entre départements.

PAS-DE-CALAIS :

DEUX COMITES "D'AMIS"

Le Comité local des "Amis de la Résistance (ANACR)" d'Arras et environs -69 membres en 1999- a tenu son assemblée générale le 4 décembre dernier, en présence de M. Housau, maire de Blache, d'André Bernard, de René Liétard et Gilbert Encrue du Comité départemental ANACR, de Grégory Picart, président des "Amis" de Grenay.

Michel Duval, secrétaire du comité local des "Amis" d'Arras, évoqua leur participation à toutes les commémorations programmées par l'ANACR, participant même à l'organisation de certaines d'entre elles. Ainsi, les "Amis de la Résistance" étaient présents à Sainte-Catherine le 13 décembre 1998, à Lens, au Pont Césarine, le 11 avril, à Avion, devant le monument à la mémoire des cheminots résistants le 16 mai, le 27 mai à la préfecture en hommage à Jean Moulin, le 6 juin à Bourlon et Haplin-court, à Aizecourt-Le-Bas le 27 juin et enfin au Mémorial des Fusillés à Arras le 19 septembre. Pour les "Amis de la Résistance", il est important de participer à ces manifestations permettant de mieux connaître l'histoire de la Résistance.

Michel Duval évoqua aussi longuement les travaux de la rencontre nationale des animateurs de groupes "d'Amis" à Paris en mai dernier, insistant sur le nécessaire respect du pluralisme : de la Résistance, de l'ANACR et des "Amis".

Bernard Belguelle, président du comité, rappela les objectifs définis lors de la précédente assemblée générale : la collecte sur vidéo-cassette des témoignages des figures de la Résistance du secteur, intervention auprès des collectivités locales pour l'érection de stèles ou l'attribution de noms de résistants locaux aux établissements publics, initiatives en direction de lauréats du Concours de la Résistance pour les inciter à adhérer aux "Amis".

Par ailleurs, il fit état d'une proposition de l'Association des Victimes du Nazisme (A.V.N.) d'Herten (R.F.A.) d'organiser dans cette ville aux environs du 8 mai 2000 une exposition sur le patrimoine de la Résistance d'Arras.

Après la discussion qui s'ensuivit, la remise des cartes se fit autour du verre de l'amitié.

...

Lors de leur récente assemblée générale, les "Amis de la Résistance (ANACR)" du comité Roland-Canon de Grenay et alentours ont défini leur programme d'activités.

Ainsi sera mise en place une exposition sur la Résistance, à la Salle des Fêtes du mardi 16 mai au vendredi 19 mai prochain. A l'issue de l'exposition, une cérémonie aura lieu le 19 mai à l'occasion de la publication d'un livre "Les Citoyens de la Liberté", actuellement en préparation (et en souscription jusqu'au 15 mai auprès des "Amis" de Grenay) retraçant l'itinéraire et l'engagement des résistants locaux et des environs. Familles, personnalités, et intéressés seront invités.

Le maire de Grenay, Daniel Breton, a proposé au comité le projet d'offrir une médaille à titre posthume ou de leur vivant aux résistants ou aux familles de patriotes et/ou déportés. Spécialement réalisée pour l'occasion, elle permettra de rendre hommage aux actions des "combattants de l'ombre" de Grenay et alentours. Lors de la cérémonie, l'harmonie municipale entonnera les hymnes patriotiques "La Marseillaise" et "Le Chant des Partisans". Des poèmes écrits par des jeunes pourront également être lus, et une vidéo comprenant des témoignages pourrait être présentée.

A ces actions, toujours avec l'aide de la municipalité, l'association a le projet de faire apposer une plaque en hommage à l'ancien café Noirhomme, haut lieu de la Résistance locale. En avril, avec l'accord du chef d'établissement et des professeurs d'Histoire du collège, les "Amis" de l'ANACR enverraient la totalité des élèves de 3è au Musée de la Résistance à Harnes. A condition que les responsables du collège Langevin-Wallon acceptent, et que la subvention soit obtenue.

Suite à la distribution des cartes "Amis de la Résistance" 2000 et au bilan financier, les membres du bureau ont été réélus. Ont été nommés président d'honneur : Pascaline Vandorme, président : Grégory Picart, vice-président : Jean-Marie Lemort, trésorier : Dany Dieux, secrétaire : Philippe Egu, vérificateurs aux comptes : Jean Nizart et Roger Houdart.

POUR UNE JUSTE RECONNAISSANCE DES SERVICES DE RESISTANCE

La loi du 31 mars 1919, puis l'ordonnance du 3 mars 1945 et des textes législatifs promulgués de 1948 à 1952 constituent l'article 1er du Code des Pensions Militaires d'Invalidité et des Victimes de Guerre.

Cet article dit notamment : " la République française reconnaissant envers les anciens combattants et victimes de guerre qui ont assuré le salut de la patrie... détermine... le droit à réparation due aux militaires des Armées de Terre, de Mer et de l'Air, aux membres des Forces Françaises de l'Intérieur, aux membres de la Résistance..."

Le droit à réparation, auquel l'ensemble des anciens combattants est indéniablement attaché, concerne en premier lieu les personnes affectées d'infirmités résultant de la guerre. Mais il concerne également une juste reconnaissance des services accomplis " pour le salut de la patrie ", et à ce point de vue, comme nous l'avons souvent démontré, des milliers et des milliers de résistants n'ont pas reçu une juste, une exacte reconnaissance des services qu'ils ont accomplis. Plus grave : des milliers d'entre eux n'ont pas obtenu le moindre acte de reconnaissance de la part des Autorités de la République.

POUR LE TITRE DE LA RECONNAISSANCE DE LA NATION

Un nombre important de dossiers soumis à l'examen de l'administration et des commissions compétentes contiennent des documents d'époque, des attestations sur papier libre qui démontrent incontestablement que les intéressés ont participé à la Résistance. Cependant, pour certains d'entre eux, ils ne contiennent pas des preuves jugées irréfragables, soit d'une participation active et continue à la Résistance 80 jours avant le 6 juin 1944 pour l'attribution de la carte de CVR, soit 80 jours d'activité continue dans les combats pour la libération du territoire

pour l'attribution de la Carte du Combattant.

Ne serait-il pas temps de décider au niveau du Ministère de la Défense, et plus particulièrement à celui du Secrétariat d'Etat chargé des Anciens Combattants, de décider que des personnes présentant un dossier contenant des documents probants d'appartenance à la Résistance méritent à tout le moins le Titre de la Reconnaissance de la Nation ?

EN FINIR AVEC LES SITUATIONS "ABERRANTES ET INJUSTES"

En conclusion de la résolution adoptée en octobre 1998 par le Congrès de l'ANACR de Chambéry, il était dit : " Il est urgent d'en finir avec les situations aberrantes et injustes reconnues par M. le Secrétaire d'Etat aux Anciens Combattants. Depuis, à la suite d'une réunion utile tenue au Ministère des Anciens Combattants le 28 avril 1999, M. Jean-Pierre Masseret a permis un pas en avant en décidant qu' " aucun dossier de carte de CVR ne sera plus classé sans suite en raison de la non conformité des témoignages ", une circulaire du 2 juin expliquant qu'il s'agit " d'éviter des forclusions injustes ". Ainsi n'est plus exigée pour les demandeurs - et pour les témoins - l'homologation des services par l'autorité militaire, c'est-à-dire, le fait d'être titulaire d'un Certificat d'Appartenance aux FFI, aux diverses catégories dans lesquelles les résistants ont pu être classés.

Mais sur le terrain, dossier par dossier, on s'aperçoit que des injustices flagrantes demeurent et qu'elles sont encore relativement nombreuses. Ainsi, notre Congrès de Chambéry a demandé " la prise en considération de l'attestation de durée des services dans la Résistance délivrée par le ministère ou le Secrétariat d'Etat aux Anciens Combattants pour l'attribution de la carte CVR ". Or, nous avons

connaissance de nombreux cas dans lesquels la durée des services est reconnue très antérieurement aux trois mois avant le 6 juin 1944 par non seulement le Secrétariat d'Etat, mais aussi par la Commission Centrale chargée de l'application de la loi du 26 septembre 1951 (bonification pour les fonctionnaires), et où les intéressés se voient opposer un rejet net et sans justification autre que la formule habituelle : " En l'absence de services homologués par l'autorité militaire, les documents produits ne permettent pas d'établir à concurrence de trois mois avant le 6 juin 1944, y compris les dix jours de bonification pour engagement volontaire, l'activité résistante de l'intéressé ".

UN REFUS SCANDALEUX

Nous avons évoqué à plusieurs reprises l'intolérable rejet du titre de CVR qui a été notifié plusieurs fois à Pierre Kaldor qui, non seulement fut un résistant incontestable mais fut un dirigeant éminent du Front National Judiciaire. Pendant la clandestinité, après son éviction de la Maison d'Arrêt de Chalons-sur-Marne où il avait été transféré par les autorités allemandes en juin 1943, sa femme lui apporta une aide efficace dans ses activités résistances. Elle vient d'obtenir à juste titre la carte de CVR. Mais, pour Pierre Kaldor, c'est un refus réitéré.

Cet intolérable déni de justice doit cesser. Quel crédit accorder à un titre qui n'est pas décerné à ce " résistant de la Première heure " selon les termes de la citation à l'Ordre de la Division qui lui a été attribuée le 2 septembre 1946 sous la signature d'Edmond Michelet alors Ministre des Armées ?

CITATION HOMOLOGUÉE, MÉDAILLE DE LA RESISTANCE ET DROIT A LA CARTE DE CVR

De nombreux exemples montrent que si la Carte de Combattant Volontaire de la

Résistance était attribuée aux titulaires d'une citation homologuée et aux titulaires de la Médaille de la Résistance, certaines injustices criantes seraient évitées. C'est le cas de Pierre Kaldor. Il y en a d'autres.

Il est clair, comme nous l'avons dit à Chambéry " qu'une citation homologuée expose les faits qui ont donné lieu à l'attribution ; comme sont incontestables les titulaires de la Médaille de la Résistance par la nature même de cette décoration ".

Nous avons été informés que des études sont entreprises au niveau du Secrétariat d'Etat aux Anciens Combattants à ce sujet, mais, compte tenu de l'âge des anciens membres de la Résistance sur lequel il n'est pas besoin de s'appesantir, il serait temps, il serait grand temps que ces mesures soient effectivement prises. On voit mal qui pourrait crier au scandale dès lors qu'il ne s'agit que de résistants ayant accompli des actes particulièrement valeureux.

LA PETITION DE L'UFAC

Ce que l'ANACR demande l'a été plus généralement par l'UFAC, forte de ses près de 50 associations et de ses 92 unions départementales et qui a lancé une grande campagne de pétition nationale pour les droits généraux des anciens combattants dans laquelle figure la nécessité " d'en terminer avec les contentieux concernant l'attribution de la carte CVR ".

Faisons en sorte que cette pétition remporte un grand succès et aboutisse à une audience du Premier Ministre.

Faisons en sorte que les responsables de l'ANACR soient actifs dans les délégations auprès des parlementaires et des préfets.

Reconnaissance des services de résistance, préservation du droit à réparation, il s'agit du même combat.

Jacques WEILLER

DIFFERENTS ASPECTS DE LA RESISTANCE AUTRICHIENNE AU NAZISME

Après l'Anschluss - le 12 mars 1938 - de l'Autriche, devenue l'Ostmark, la répression s'abattit sur les communistes, les socialistes, les syndicalistes, les démocrates, les catholiques récalcitrants et les nationalistes autrichiens, ainsi que contre les hommes politiques, les fonctionnaires d'Etat et les militaires qui s'étaient opposés au projet d'annexion au Reich ; 60 000 d'entre eux furent arrêtés et, à partir du 1^{er} avril 1938, prirent pour la plupart le chemin des camps de concentration, en premier lieu Dachau.

Résistance intérieure

La première composante de la Résistance organisée et la plus importante fut la mouvance communiste qui, ayant en quelque sorte " bénéficié " de l'interdiction du P.C. autrichien (K.P.Oe.) dès 1933, avait acquis de ce fait une habitude de la clandestinité. Malgré la répression qui les toucha - pour la seule ville de Vienne, il y eut de 1938 à fin 1943, selon un rapport de la Gestapo, 6500 arrestations de communistes, dont 1173 en 1943, 364 d'entre eux étant condamnés à mort - les communistes reconstituèrent en permanence leurs organisations décimées, notamment en faisant retourner au pays des cadres exilés. Le rapport de la Gestapo cité indique qu'à partir de 1943 les communistes mirent en avant le rassemblement unitaire de la Résistance.

Les catholiques et les socialistes furent les deux autres composantes de la Résistance organisée. Dès mai 1938, le chanoine Roman Karl Scholtz forma un mouvement qui sera par la suite connu sous le nom d'*Oesterreichische Freiheitsbewegung* (O.F.B. - Mouvement de libération autrichien) ; il y eut aussi le *Grossösterreichische Freiheitsbewegung* (Mouvement de libération pour une Grande Autriche), de l'avocat Jakob Kastelic, et l'*Oesterreichischer Kampfbund* (Union de combat autrichienne) de Karl Lederer. Malgré l'arrestation le 22 juillet 1940 de Scholtz, Kastelic et Lederer, leurs mouvements survécurent, parallèlement à d'autres groupes qui apparurent. Notons que si le cardinal-primat d'Autriche, Innitzer, et la haute hiérarchie de l'Eglise se rallièrent au régime nazi, 724 prêtres furent emprisonnés, 11 déportés en camp de concentration, 15 condamnés à mort et exécutés, 208 interdits de séjour et 1100 interdits de sermon.

Quant aux socialistes, leur réorganisation fut plus lente, plus ténue, et se fit notamment autour d'Adolf Scharf, futur président fédéral autrichien, dans le cadre de l'*Illegale Sozialistische Arbeiterpartei Oesterreichs*, des *Revolutionäre Sozialisten*.

Il y eut de nombreuses formes spontanées - individuelles ou collectives - de Résistance, allant du sabotage à la manifestation. Ce fut de plus en plus souvent le cas à partir de 1943

quand les défaits sur le front Est et les bombardements alliés sur l'Autriche furent de plus en plus fréquents et meurtriers.

Enfin, notons que lors de la tentative manquée d'éliminer Hitler le 20 juillet 1944, les chefs d'état-major des *Wehrkreise* (régions militaires) XVII et XVIII étant du complot, l'arrestation de dirigeants du Parti nazi et de la SS se fit aussi en Autriche. La répression après l'échec du putsch fit des milliers de victimes.

Résistance extérieure

Après l'Anschluss, nombreux furent les antifascistes autrichiens qui ne rentrèrent pas au pays ou durent s'exiler pour échapper à la répression : en Tchécoslovaquie avant que ce pays ne soit à son tour en 1939 absorbé en partie par le Reich, en France, en Suisse, en Belgique, en Suède, en Grande-Bretagne, aux Etats-Unis, en U.R.S.S... Cette émigration fut - comme l'immigration antifasciste allemande - dans un premier temps divisée par les querelles idéologiques, quant aux responsabilités de la défaite face au nazisme, quant au futur étatique de l'Autriche : au sein d'une Allemagne démocratique ou indépendante, quant à son régime : républicain, monarchiste ou socialiste. Certains Autrichiens, sans attendre, partirent combattre le fascisme en Espagne dans les rangs de Brigades internationales.

La Guerre et l'occupation de la presque totalité de l'Europe par les armées nazies vont créer des situations différentes pour les émigrés autrichiens. Dans les pays occupés, l'action des antifascistes autrichiens va soit s'insérer individuellement dans le cadre des mouvements de résistance de ces pays, soit se situer dans celui de mouvements spécifiques autrichiens, mais liés le plus souvent à un mouvement national du pays concerné. Tel sera le cas en France des communistes autrichiens intégrés - avec des communistes allemands, luxembourgeois ou alsaciens - dans le Travail allemand (T.A.), placé sous la direction du P.C. français et visant à développer une action de propagande en direction des soldats la Wehrmacht et de pénétration de l'administration nazie d'occupation. Dès 1941 est publié à leur intention le journal " *Soldat im Westen* ", puis après l'invasion de la zone sud en 1942 paraît " *Soldat am Mittelmeer* ", et enfin " *Das Freie Österreich* " (" L'Autriche libre ") organe du " Front National Autrichien " (F.N.A.) - créé en octobre en Carinthie). Le F.N.A., dont l'action en France est coordonnée avec celle du " Front National pour l'Indépendance de la France ", appelle dès 1943, non sans quelques succès les soldats autrichiens à désertir et à rejoindre les maquis.

En Grande-Bretagne, surmontant avec difficulté leurs divisions, les émigrés autrichiens

fondèrent le 13 décembre 1941 le " *Freie österreichische Bewegung* " (Mouvement des Autrichiens libres) qui, 18 mois plus tard, rassembla plus de 7000 adhérents de 27 organisations (le *London-Büro* socialiste excepté). En Union soviétique, le poste " *Radio Österreich* " commença ses émissions le 19 novembre 1941 et, dès 1942, une action fut entreprise en direction des prisonniers de guerre autrichiens, ce qui aboutit à la formation du " Bureau antifasciste des prisonniers de guerre autrichiens ".

La lutte armée

Pour des raisons compréhensibles - l'adhésion en 1938 d'un très grand nombre d'Autrichiens à l'idéologie nazie et à l'idée du grand Reich, l'euphorie des premières victoires allemandes de 1939, 1940 et 1941 le quadrillage du pays par le parti nazi, la Gestapo et la Wehrmacht et l'impitoyable répression contre les antifascistes - la création de groupes de résistance armée fut relativement tardive et limitée. Un premier groupe fut formé fin 1942 en Styrie-Carinthie, près de la frontière, avec l'appui de la Résistance yougoslave. D'autres groupes - tels le *Kampfgruppe Avant-Garde Steiermark* ou le *Partisanengruppe Leoben-Donawitz* - virent le jour, de manière parfois très éphémère du fait de la répression, ainsi que quelques groupes de combat urbains ou de sabotage. Un rapport français en date du 18 avril 1945 estima le nombre total des partisans autrichiens à un peu plus de 2000 combattants, dont 900 environ en Styrie, 800 dans la région du Nieder Tauern, et une centaine au Tyrol.

Mais, la participation d'Autrichiens à la lutte armée se fit aussi en dehors de leur territoire national. En Grande-Bretagne, les réfugiés antifascistes demandèrent très tôt à s'engager dans l'armée britannique, mais ne furent admis dans un premier temps que dans le non-armé " Pioneer corps ". Par la suite, à partir de juin 1942, 3000 d'entre eux purent intégrer individuellement les unités combattantes, avec l'écusson " Austria " cousu sur la manche de leur uniforme. En France, après la Libération, le Dr Reichmann, instructeur à la Légion étrangère - et futur ambassadeur d'Autriche - obtint en avril 1945 du G.P.R.F. une " décision favorable concernant la mise sur pied d'une unité combattante autrichienne dans le cadre de l'Armée française ", laquelle - le 1^{er} Bataillon de volontaires autrichiens -, formée à Riom avec des anciens résistants et maquisards autrichiens et d'anciens prisonniers, compta 1500 hommes ; auparavant, note Félix Kreissler, " une légion autrichienne " avait été créée au camp de prisonniers de Poitiers, forte de 600 hommes qui devaient être parachutés en Autriche ".

Des Autrichiens ont aussi participé aux

combats contre la Wehrmacht dans les territoires occupés par l'Allemagne nazie. Ainsi, des réfugiés antifascistes après l'Anschluss - ou même dès après l'insurrection ouvrière durement réprimée du *Schutzbund* de 1934 -, des anciens des Brigades internationales mais aussi des déserteurs de la Wehrmacht rejoignirent la Résistance armée de partisans en France, en Belgique, en Grèce, en Union soviétique, en Yougoslavie. Pour ne prendre que deux exemples d'Autrichiens tombés en France dans la lutte contre l'occupant hitlérien, citons Gustav Kurz, tué le 15 juin 1943 à Paris près de l'église d'Auteuil lors d'une attaque d'un car allemand par son groupe de la M.O.I. et Georges Rosen, chef d'un détachement F.T.P., tué lors de la libération de Lyon.

Mais, c'est en Yougoslavie que la participation d'Autrichiens à la lutte de Résistance armée fut la plus importante. Ainsi furent formés, à la suite du parachutage à cette fin en novembre 1944 en Slovénie de plusieurs dirigeants communistes (Furnberg, Honner et David) chargés de les organiser, 5 " *Oesterreichischen Freiheitsbataillone* " (Bataillons autrichiens de la Liberté) ; le 1^{er} bataillon formé - intégré à l'Armée populaire slovène, composante des forces de la liberté - presta serment devant le drapeau autrichien le 24 novembre. Les bataillons autrichiens de la liberté participèrent directement aux combats pour la libération de leur patrie : les premiers éléments du 1^{er} bataillon - durement éprouvé par de lourdes pertes - atteignirent Vienne le 25 avril 1945. Au total, près de 10 000 Autrichiens participèrent en Autriche, dans les rangs de la Résistance des différents pays occupés et dans ceux des armées alliées, au combat armé contre le fascisme hitlérien.

Comité National Provisoire

Auparavant, en février 1945, les différents courants de la Résistance autrichienne s'étaient unis pour former le *Provisorisches Oesterreichisches National Komitee* (P.O.N.K. - Comité National Autrichien Provisoire), comprenant 2 socialistes, 2 catholiques, 1 communiste, 1 démocrate et 1 indépendant, qui sera la matrice du premier gouvernement formé dans la partie de l'Autriche libérée du nazisme par l'Armée soviétique par Karl Renner, de retour le 17 avril à Vienne où une insurrection civile et militaire - l'opération *Radetzky* - avait paralysé la défense de la ville par des unités SS.

Jacques VARIN

1) Lettre du général Tito, au Comité autrichien d'Alger.

2) Félix Kreissler : " La prise de conscience de la Nation autrichienne, 1938 - 1945 - 1978 ". Paris, 1980.

LA VIE DE L'ASSOCIATION

AUBE

L'Assemblée générale du Comité de Nogent-sur-Aube de l'ANACR s'est tenue le 19 mars, avec une cinquantaine de présents. Gérard Poulain, président, accueillit les délégués. Puis, Suzanne Brouhly présenta le rapport moral et d'activité, surprenant par la densité de ces activités durant pratiquement chaque semaine de l'année, avec les commémorations, la participation aux événements locaux, deux voyages importants, des cérémonies, des permanences au siège, des contributions aux concours. Les finances du Comité attestent de cette vitalité, comme l'a montré le rapport du Trésorier, Roger Luquin.

Maurice Camuset, membre du Bureau national et Président départemental, fit un exposé passionnant de la situation et exalta le rôle décisif de la Résistance, ses combats, ses combattants, ses idéaux, son union, bases des valeurs universelles de paix, de solidarité, de civisme.

M. Ancelin, maire et conseiller général, se vit remettre la carte 2000 des "Amis de la Résistance (ANACR)" par Bruno Collin, président départemental des "Amis" et membre associé du Conseil national, soulignant qu'il était le 11^e à le devenir sur les 30 membres du Conseil général de l'Aube.

Puis, en raison de toute une vie de dévouement qui commença très jeune, dans la Résistance, Suzanne Brouhly se vit remettre par le président Camuset la "Médaille de la fidélité". Tous se rendirent ensuite à la stèle de la Résistance et de la Déportation où le Président Poulain et M. Ancelin, maire, déposèrent des gerbes, tandis que la Société de musique interpréta les hymnes et sonneries. Un banquet clôtura les travaux de l'Assemblée générale.

LOT-ET-GARONNE

Le 11 novembre dernier, une assistante nombreuse a participé à Villardé au dévoilement de la plaque de la rue qui se nomme désormais "rue des Martyrs de la Résistance".

Dans une brève allocution, M. Guy Berry, maire et conseiller général, expliqua que c'est à la demande de la municipalité de Villardé et de diverses associations que, pour honorer la mémoire de ceux qui sont morts en combattant sur le territoire de notre canton, il a été décidé de donner le nom de "Martyrs de la Résistance" à une artère de la localité.

Puis Willy Robinson, co-président départemental de l'ANACR et ancien résistant villardéais, rappela, en quelques mots simples et émouvants, ce que fut la Résistance dans ce secteur.

Résistance née en 1942 de la rencontre d'hommes et de femmes venus de milieux politiques, sociologiques et culturels parfois bien différents, mais animés d'un même idéal : "La France".

Et l'orateur d'en citer quelques uns : Georges Gaillard, artisan mécanicien dont la mère tenait un petit café qui devint bientôt le lieu de rencontre ou de passage des résistants et souvent le refuge d'hommes recherchés par la Milice ou la police des traîtres de Vichy ; Gabriel Dejean, un employé de la société du gaz, devenu sous le nom de "Carnot" l'un des organisateurs de l'A.S. ; Alphonse Dehoues, contremaître d'une petite usine de cuirs et peaux ; la famille Castanet de Tourliac chez qui le premier maquis vit le jour et qui paya son engagement par un séjour dans les grottes vichystes suivi de la déportation ; Max Vigerie, le pharmacien de la rue du Dropt, Georges Bonnard, un universitaire connu alors sous le pseudonyme de "France", Jean Salles, François Casse, l'instituteur du Rayet, et bien d'autres...

A ces pionniers vinrent très tôt se joindre d'autres combattants de l'ombre, qui avaient réussi à établir le contact avec l'organisation clandestine.

Bientôt, ce fut la majorité de la population, ville et campagne, qui entoura et soutint la Résistance. Chacun, de la place qu'il occupait et des moyens dont il disposait, prit part au combat contre l'occupant et ses valets de Vichy.

DORDOGNE

L'Assemblée Générale du Comité ANACR de Périgueux (127 résistants, 97 "Amis"), s'est déroulée le dimanche 6 janvier 2000.

Le Président Seret-Mangold remercia les personnalités présentes : M. Schmittlin, Directeur départemental de l'O.N.A.C., M. Brives, Conseiller Général, M. Ratier, adjoint au Maire de Périgueux, Président d'Honneur des "Amis de la Résistance (A.N.A.C.R.)", M. Guy de la Droitière, Président de l'UD-C.V.R., M. Jacques Dennerly, Président départemental de la FNDIRP, M. Gérard Latour, Président départemental de l'U.F.A.C., Mme Marie Rigoulet et M. le Colonel Audy, coprésidents départementaux de l'A.N.A.C.R.

Secrétaire du comité de Périgueux, Christian Galtie lut et commenta le rapport d'activité de l'année écoulée, après avoir demandé une minute de silence à l'adresse des résistants disparus en 1999.

Ensuite, le secrétaire-adjoint, Louis Duplaix, chargé du rapport moral, souligna que la Résistance était une valeur plus que jamais d'actualité, un fondement de la démocratie, dernier rempart contre le fascisme, à l'heure où l'extrême droite, revenant au pouvoir en Autriche, avec Jörg Haider, néonazi masqué, fils de nazis.

Puis, Jean-Paul Bedoin, au nom des "Amis", rappela que la Dordogne était le département qui comptait le plus grand nombre d'"Amis de la Résistance" - plus de 500 - mais que leur structuration était urgente, et devrait être terminée à l'occasion du Congrès départemental d'avril, afin d'entreprendre les actions de communication sur la Résistance auprès de la population et la refonte du "Mémorial de la Résistance en Dordogne", afin de devenir des "passeurs de mémoire".

Ensuite le trésorier-adjoint, Raymond Christmann donna lecture des comptes de l'année 1999, qui ont obtenu le quitus des Commissaires aux Comptes, MM. Bertrand et Thibaud.

Puis, Nicolas Djerbi, jeune "Ami", deux fois lauréat du Prix de la Résistance et de la Déportation, a présenté sur écran le CD-Rom conçu avec les élèves du collège de Terrasson sur la Résistance dans le Terrassonnais.

Jacques Dennerly, intervint en tant que Président du Conseil d'Administration du Mémorial de Rouffignac, puis M. Brives assura l'assemblée de son intention d'intervenir au plus tôt auprès du Président du Conseil Général, M. Schmittlin assura de son soutien et présenta le jeune Sébastien Cailleret, licencié d'histoire, "chargé de mettre en valeur la mémoire combattante du 20^{ème} siècle", M. de la Droitière fit part lui aussi de sa déception de voir le projet du Mémorial en difficulté. M. Ratier expliqua pourquoi la mission des "Amis de la Résistance" lui paraissait si utile à l'heure où le fascisme reprenait de la vigueur.

En hommage au rôle des étrangers dans la Résistance, M. Jacques Lobjoit, coordonnateur de l'Union départementale des Associations de Solidarité avec les Travailleurs Immigrés (UD-ASTI), membre de la Ligue des Droits de l'Homme, rappela que certains étrangers ont dû quitter leurs pays pour des attitudes et des "actes de résistance".

Après diverses autres interventions, dont celle de Madame Meredieu qui tint à rappeler le rôle de son mari, disparu récemment, et le sien en 1944, Maître Pierre Daniel-Lamazière, "Ami", salua l'Assemblée Générale au nom de la Ligue des Droits de l'Homme.

Enfin, après appel à candidature, le nouveau bureau a été élu à l'unanimité : Président, Jean-Paul Seret-Mangold, Présidente-déléguée : Ginette Bonnetot (Amie), Secrétaire : Louis Duplaix (Ami), Secrétaire-adjoint : Christian Galtie, Trésorière : Pierrette Gaultier, Trésorier-adjoint : Raymond Christmann, porte-drapeau : Marcel Chamlinade.

Pour conclure cette Assemblée Générale 2000 du Comité de Périgueux, un apéritif très convivial fut offert à tous et un repas amical réunit résistants et "Amis" afin de resserrer, s'il en était besoin, les liens de camaraderie permettant d'assurer la pérennité de la Résistance.

(D'après l'article de Louis Duplaix dans "La Voix de la Résistance en Dordogne" n° 56, de mars 2000)

CHER

Le 27 février dernier, les résistants du Comité ANACR de Chateaufort se sont réunis en assemblée générale à la salle du conseil de la mairie.

Etaient présents M.M. Pierre Ferdonnet, président départemental de l'ANACR et de la FNDIRP, Richard Segelle, adjoint, représentant le maire de Chateaufort, Gaston Langlois, président (ANACR et CVR) du secteur de la Châtre, une délégation de Sainte-Sévère et leurs porte-drapeaux, M. René Martinat pour les anciens du maquis, secteur du Châtelet, des résistants et "Amis" venant de Montluçon, de Saint-Armand, de la commune et de ses environs.

La disparition tristement rappelée, en 1999, de Lucien Amizet, président d'honneur du comité, et depuis janvier 2000, de René Lecadet et Jean Aguilhaume, le handicap, l'âge et la maladie qui touchent d'autres adhérents, font que le nombre des présents s'amenuise d'année en année. Mais ces présents pensent qu'il est toujours possible d'investir dans l'avenir. Cette ambition est concrétisée par la présence d'"Amis de la Résistance".

Les "Amis" de Chateaufort viennent à cette assemblée, de créer un bureau provisoire sous la responsabilité de Jean-Pierre Berry, de Sidiailles, délégué au bureau départemental. Ces "Amis" font maintenant appel à tous pour venir les rejoindre. Des activités nouvelles pourront se dessiner, dans le contexte ANACR, avec l'arrivée de nouveaux adhérents.

Par ailleurs, les résistants font appel aux enseignants pour que des initiatives soient prises consacrées à la Résistance, avec la participation des témoins de l'époque et rappellent les directives de la circulaire de Ségolène Royal en ce sens.

ALPES-MARITIMES

Le Comité de Nice de l'ANACR a tenu son assemblée générale annuelle le 29 janvier aux Palmiers, sous la présidence de Virgile Pasquetti, en présence de Roger Faure, président départemental.

André Odru, président, présenta le rapport d'activité pour l'année 1999, évoquant les commémorations, la situation nouvelle pour les droits des résistants (conditions d'attribution de la carte CVR), le travail de mémoire. Il informa ensuite l'assemblée de la création du Comité de Nice des "Amis de la Résistance (ANACR)", présidé par Pierre Laigle, avec Patrick Mottard comme vice-président et Denise Lang comme trésorière.

Antoine Conso fit un exposé sur le concours scolaire, dont le sujet, cette année, porte sur les camps de concentration nazis. Patrick Mottard présenta le Comité des "Amis", qui a organisé en décembre et janvier un cycle de quatre conférences auxquelles trente ou quarante personnes ont participé, avec visite au Musée de la Résistance azuréenne. Ce comité tiendra une assemblée générale dans la prochaine période, pour préparer son activité future.

Maryse Beccatini a fait son rapport financier, soulignant la nécessité d'obtenir cette année, une subvention de la ville de Nice. Nelly Dubois exposa les problèmes du Musée, aux prises avec les exigences de la ville. Roger Faure, avec l'exemple de la situation en Autriche, a montré la nécessité de la vigilance devant les menées à tendance nazie qui persistent dans le monde.

Après discussion, l'assemblée vota les différents rapports, et renouvela le bureau qui, réuni par la suite, a réparti ainsi les responsabilités en son sein, avec pour président : Pierre Durand, vice-président et porte-drapeau : René Lang, vice-président : Alba Durand, secrétaire : Nelly Dubois, trésorière : Maryse Beccatini, porte-drapeau adjoint : Edmond Brun, autres membres du bureau : André Odru, Edouard Bertrand, Marie-Rose Cuissard, Edmond Mariani, Virgile Pasquetti, Louis Piétrin, représentants des "Amis" au bureau : Pierre Laigle, Patrick Mottard, Denise Lang, Commission de contrôle financier : Suzanne Odru, Denise Lang.

D'autre part, Pierre Durand et André Odru représenteront l'ANACR auprès des "Amis", avec Alba Durand et Virgile Pasquetti comme suppléants.

HAUTE-LOIRE

Réuni à Brives-Charensac en Congrès statutaire le 3 octobre dernier, le comité départemental de la Haute-Loire de l'ANACR, auquel sont affiliées les amicales du Groupe Lafayette et du groupe "Alain", a pu faire état d'une activité qui n'étonne pas seulement les observateurs, mais qui stupéfie aussi ses propres dirigeants.

Comme l'a souligné Lucien Volle, président-délégué, dès le début son rapport, et en présence, notamment de Claude Rochat, délégué national à ce congrès, pour cette seule année 1999, ce ne sont pas moins d'une trentaine d'articles de presse qui ont relaté, en neuf mois, cette activité. Il y eut cinq réunions de comité locaux, neuf commémorations (en dehors des cérémonies officielles), sept conférences dans les établissements scolaires publics ou privés, notamment dans le cadre du Concours scolaire de la Résistance et de la Déportation, qui a permis cette année de primer quelque 140 élèves, et une causerie, au mont Mouchet, avec une cinquantaine de lauréats venus de l'Ain.

Les participants au congrès se sont réjouis d'enregistrer cette année huit adhésions de professeurs d'histoire à leur section d'"Amis de la Résistance (ANACR)", chargée de prendre progressivement leur relais. A été aussi apprise avec grand intérêt la création d'un "emploi-mémoire" auprès de l'Office Départemental des Anciens Combattants.

Le congrès a également noté avec satisfaction la qualité des relations avec les diverses municipalités pour l'organisation des cérémonies commémoratives de la Résistance, et pour l'entretien des plaques et stèles.

La cérémonie de Rossignol, lieu du premier important combat de la Résistance dans le département, a revêtu cette année, avec le concours de la municipalité de Saint-Jean-Lachalm, une ampleur exceptionnelle.

L'on retrouve une même entente, pour honorer les combattants de la Résistance dans plusieurs autres villes et villages.

Dans son intervention, Claude Rochat, représentant la direction nationale, mit d'emblée l'accent - en rappelant la longue bataille menée par l'ANACR - sur l'avenue conséquente représentée par la directive ministérielle sur l'abandon de toute exigence d'homologation militaire concernant l'examen des dossiers d'attribution de la carte CVR. Il développa aussi le rôle des "Amis" dans la relève des Résistants pour la poursuite de leur combat, ainsi que l'importance du Concours de la Résistance dans la transmission de la mémoire, que l'instauration d'une Journée de la Résistance le 27 mai permettrait d'ancrer dans la conscience nationale.

PUY-DE-DOME

Le comité de Cournon a bien travaillé pour la connaissance de la Résistance. Rappelons qu'en 1997, nos camarades, en relation avec les enseignants du Lycée Descartes, ont organisé une exposition sur "Les femmes de la Résistance". Au cours de celle-ci, un colloque fut organisé par l'établissement, auquel participèrent Maria Béliat, Roger Patier, Gilbert Lastique, et Robert Gardet. La même exposition a été mise à la disposition du Collège La Ribeyre à Cournon.

A la suite, trois élèves ont obtenu un deuxième prix collectif dans le cadre du concours. A noter l'intérêt manifesté par les élèves pour le témoignage du Président de "Carmagnole-Liberté" Léon Landini. Plus tard, certaines élèves ont participé, dans le cadre du Concours du Prix de la Résistance, à un travail collectif pour lequel ils ont obtenu un premier Prix.

En 1998, le comité proposait l'exposition élaborée par le Musée de Champigny, ainsi que plusieurs classeurs documentaires réunis par notre "Amie" de la Résistance, Mme Gardet, exposition prêtée au Lycée pour une dizaine de jours et portant sur "les Immigrés dans la Résistance". Par la suite, deux élèves de seconde ont obtenu un premier prix collectif au concours du Prix départemental.

Au Collège de Vic-Le-Comte, après l'exposition des documents, deux élèves ont participé ensuite au Concours du Prix et ont obtenu un 3^e Prix Collectif.

HAUTES-PYRENEES

Le Congrès de l'ANACR des Hautes-Pyrénées s'est tenu à Lannemezan le 28 novembre dernier sous la présidence de Roland Barret, avec près de 80 participants. Parmi les personnalités assistant au congrès, on notait la présence du député-maire de Lannemezan, du président de l'UDAC, du docteur Guillot, président départemental des Médailles militaires, d'un délégué de la Xe Brigade des Guérilleros Espagnols.

Le rapport d'activité, présenté par Gilbert Argueard, évoqua les possibilités de recrutement de nouveaux adhérents, tant parmi les isolés que parmi les membres des amicales du Bataillon de l'Armagnac, du Corps franc Pomès et du Régiment de Bigorre, qui peuvent être aussi membres de l'ANACR. Fut aussi rappelée la récente réception au Pic Douly et à Nistos d'une délégation canadienne consécutive à l'action de l'ANACR qui permit de retrouver un équipage canadien abattu. Le rapport souligna l'Unité d'Action entre l'UDAC, le Comité Départemental de la Résistance et l'ANACR pour que soit mis fin aux injustices dont sont victimes les résistants. Fut aussi relatée une avancée concernant le 27 mai.

Le congrès entendit aussi une intervention de Perebosc, sur le devoir de mémoire, le rapport de trésorerie présenté par Marciet, qui rappela les circonstances du don fait par le comité départemental pour la reconstruction de Penne-d'Agenais, et un rapport sur les "Amis" présenté par André Barret qui mit en évidence la nécessité de constituer un groupe d'"Amis".

Puis fut élue la direction départementale. Le président Roland Barret ayant demandé pour raisons de santé à quitter ses fonctions et ayant accepté l'honoraire, Gilbert Argueard se remplacera désormais à la présidence départementale.

Représentant le Bureau National de l'ANACR, Jean Mirouze renouvela les remerciements de la Direction nationale pour le don fait à la reconstruction de Penne-d'Agenais ; il insista aussi sur l'action en direction des anciens de la RIF, souligna l'avancée obtenue quant à la carte CVR, la nécessité de la bataille de la mémoire dans laquelle le 27 mai tient une grande place et le rôle des "Amis".

Puis après la cérémonie officielle au Monument aux Morts, et un vin d'honneur durant lequel le maire et président de l'UDAC saluèrent les congressistes, eut lieu un banquet durant lequel les Guérilleros apportèrent leur salut.

LANDES

L'assemblée générale commune, ANACR et "Amis de la Résistance (ANACR)" de Tarnos-Saint-Martin de Seignanx, a eu lieu le 29 janvier dernier.

Après le compte-rendu d'activité présenté par le secrétaire Louis Gasquet et celui sur la trésorerie, par Joseph Thirion, ainsi que diverses informations et précisions apportées par le président Edouard Valéry, les adhérents de l'ANACR ont réélu (à l'unanimité) et pour deux ans le bureau du comité local de l'ANACR, avec pour président : Edouard Valéry, vice-président : Georges Fabas, secrétaire : Louis Gasquet, trésorier : Joseph Thirion.

Le groupe des "Amis de la Résistance", de son côté, a élu (également à l'unanimité) son bureau de fonctionnement, associé au bureau du comité ANACR, composé comme suit : co-présidents associés : Jean Serres et Pierrette Leurion, co-secrétaire associé : Bernard Calbète, co-trésorière associée : Denise Camougeot.

En outre, autour de ce bureau, a été constitué un collectif d'animation composé de volontaires désireux d'apporter leur concours pour impulser et organiser les diverses activités du groupe, dans le cadre et les orientations définies par les instances nationales de l'ANACR et des "Amis de la Résistance ANACR".

Ainsi, à Tarnos, anciens résistants et "Amis de la Résistance", dont de nombreux jeunes, unis dans l'amitié, sont convaincus que "la flamme de la Résistance ne s'éteindra pas", mais aussi qu'elle brillera d'autant plus que des bras solides et jeunes sauront reprendre le flambeau.

NORD

Le 4 décembre 1999 s'est tenue l'assemblée du comité de Lille-La-Madeleine et environs de l'ANACR et des "Amis de la Résistance (ANACR)".

Cette réunion a permis de rassembler 80 personnes. Le nombre des adhérents ANACR se maintient et progresse même. Quant aux "Amis", comptant plus de 50 adhérents, ils deviennent l'organisation incontournable pour la défense de la Mémoire et de la Résistance.

Au cours de cette assemblée, deux membres des "Amis" : Sylvie Daems et Robert Galloo furent admis au comité de l'ANACR ainsi qu'Elaine Poutrain, trésorière, et Bernard Daems, porte-drapeau.

Sous la présidence d'Yvonne Abbas, Michel Defrance, secrétaire général du comité, s'attacha à démontrer le rôle de l'ANACR dans la défense des droits des résistants et l'action menée en faveur de la mémoire en précisant que l'année 2000 se présentait sous les meilleurs auspices pour une ANACR et un comité des "Amis" en pleine expansion. Pierre Charret donna à l'assemblée un compte-rendu des témoignages de la Résistance apportés dans divers établissements scolaires du département.

Julien ROUZIER (Haute-Vienne)
Né le 16 février 1922, Julien Rouzier, membre du Conseil National de l'ANACR, secrétaire adjoint de l'ANACR de Haute-Vienne et qui fut directeur du "Résistant Limousin", avait été en contact avec la Résistance dès 1942, la maison familiale étant devenue un rendez-vous de clandestins. Requis au STO à la mi-février 1943, il passe dans la clandestinité dans la nuit du 9 au 10 mars 1943. Devenu le "lieutenant Luc", adjoint au commandant de la 2404e Cie des FTF, il participe à de nombreuses actions, et est le 10 juin 1944 le 1er à avertir par radio-Londres du massacre d'Oradour-Sur-Glane. Le 16 août 1944, il était grièvement blessé par la milice au pont de Davales, tout près de Rilhac-Rancun. Cité à l'Ordre de la Brigade, puis à l'Ordre de l'Armée, il était Officier de la Légion d'Honneur et Croix de Guerre.

Eugène THIEME (Nord)
Colonel "Michel" dans la Résistance, Eugène Thieme est décédé à 90 ans. Militant communiste depuis 1929, il fut arrêté en 1940, puis de nouveau en 1941. Incarcéré à la citadelle de Huy (Belgique), il s'en évadait le 16 juin 1942, veille de son exécution prévue. Après un séjour dans les maquis du Jura, il regagna le Nord, en 1943, devenant le 1er responsable de l'Interrégion FTF (Nord, Pas-de-Calais, Aisne, Ardennes et Meuse). Il fut député suppléant de 1962 à 1968.

André NAIL (Sarthe)
Elle participa à des réceptions de parachutages d'armes et de soldats sur le terrain sis à la Butte, sur la commune de Ruillé-sur-Loir.
L'ANACR de la Sarthe déplore aussi la disparition de Jean DAGUIN, de René HOYEZ, de Fernand MONTEIRER et Jean THOMAS, qui furent arrêtés et déportés.

Abbé Alexandre HAMELIN, Jean BANDIERA, Lucien REBORD, Jean JAVERT (Puy-de-Dôme)
Engagé au réseau Action R6, ses fonctions ecclésiastiques - outre sa participation à de nombreux actes de résistance - permirent à l'abbé Alexandre Hamelin d'innombrables liaisons et assistances auprès de nombreux résistants. Il fut président de l'UFAO du Puy-de-Dôme pendant 4 ans. Il était titulaire des Croix du C.V.R., et Croix du Combattant 39/45, et Chevalier dans l'Ordre du Mérite.

Jean Bandiera entra au Mouvement "Combat" en juillet 1943. Début avril 1944, il devint réfractaire au S.T.O. et rejoignit le camp d'Ally. Il participa à plusieurs missions de récupération de parachutages, puis rejoignit le Mont Mouchet à la 4e Cie (Section de Corps Francs). Il participa aux combats de Clavières, La Bromestrie et la Maison Forestière où il fut blessé. Puis il participa avec la 33e Cie à la libération de la Haute-Loire et de la région de Brioude le 21 juin 1944. Avec la demi-brigade "Gevolde", il rejoignit la 1ère Armée, où il fut affecté au 152e RI. Il participa ensuite à la Campagne de Libération de l'Alsace et au franchissement du Rhin, le 21 mars 1945, puis à toute la Campagne Rhin et Danube. Il était titulaire des Croix du C.V.R., du Combattant Volontaire 39-45, du Combattant 39-45, de la Médaille Rhin et Danube.

Lucien Rebord fut chef cantonal des MUR, chef de section de parachutages (terrain d'Eglise-neuve-des-Liards), organisa le "Maquis de la Cave" et le placement des réfractaires au STO chez les agriculteurs de la région. Responsable d'une trentaine de jeunes qui rejoignirent le Mont Mouchet, il participa aux combats de la Libération. Il était Chevalier de la Légion d'Honneur, titulaire des Croix de Guerre, de CVR, de Combattant 1939-1945, et de la Médaille de la Résistance.

Jean Taver, né en 1920, mobilisé en 1939, avait été blessé en juin 1940. Engagé dans les rangs de la Résistance au réseau "Gallia", il fit partie du 1er Corps Franc d'Auvergne et fut à nouveau blessé lors de l'attaque de Saint-Maurice-en-Allier en décembre 1943. Lors de la concentration du Mont Mouchet, il dirigea le 2e Bureau d'état-major. Il était Officier de la Légion d'Honneur, médaillé de la Résistance avec la Croix de Guerre, titulaire notamment des Croix du C.V.R., du Combattant 39/45, de Guerre et de la Médaille de la Résistance.

CORREZE

Le comité de Larche de l'ANACR a réuni début janvier son assemblée générale sous la présidence de Paul Guytard. Malgré froid, verglas et grippe, 40 adhérents sur 60 étaient présents.

Le président, après avoir présenté ses vœux à l'assemblée, demanda une minute de recueillement pour les disparus en 1999, fit part de la création d'un CD-ROM concernant la Résistance dans la région par J.P. Lhomond, documentaliste et fils d'un ancien membre, décédé, du bureau. Il retraça ce qu'était la Résistance en prenant comme thème le Mont Mouchet, site qui a été l'objet d'un des voyages organisés par le comité, ainsi que les plages du débarquement en Normandie et en Provence, le Vercors, l'Alsace avec le Rhin, l'Allemagne et hélas le Struthof.

Le nouveau bureau fut accepté à mains levées, avec pour secrétaires Michel Dupuy et Armand Bourzat, porte-drapeaux René Bessot et René Lanxade. Puis, le secrétaire évoqua les manifestations où le comité avec le comité avec son drapeau a été représenté.

(D'après les informations fournies par J. Trianneau).

TARN-ET-GARONNE

Les adhérents du comité de Montauban de l'ANACR réunis en assemblée générale le 28 janvier 2000, ont adopté une motion dans laquelle ils :

" S'inquiètent des résultats des dernières élections autrichiennes qui montrent une forte montée du fascisme.

" Soulignent le danger d'une alliance entre le parti conservateur et le parti d'extrême-droite, dont le leader n'a pas hésité, publiquement, à rendre hommage aux Waffen S.S. et déclarant que le Ille Reich avait réalisé une bonne " politique de l'emploi".

" Se rappellent qu'en Allemagne, en 1930, une telle alliance a permis à Hitler d'accéder légalement au pouvoir, avant de devenir le Führer d'un pays xénophobe et raciste.

" N'oublient pas que, dès 1938, de nombreux camps de concentration furent ouverts en Autriche.

" Demandent au gouvernement français et aux autres gouvernements européens de poursuivre leur action et, si cette dernière s'avérait insuffisante, d'en tirer toutes les conséquences prévues dans le cadre des relations internationales".

NOS DEUILS • NOS DEUILS • NOS DEUILS

Chaque mois, les comités de l'ANACR ont à déplorer le décès de vaillants camarades qui se distinguèrent dans les combats de la Résistance et de la Libération.

La Direction nationale de l'association et son journal adressent aux familles et amis des disparus, leurs condoléances et l'expression de leur fraternelle affection.

Maurice LHOTELLIER (Somme)
Maurice Lhotellier, ancien prisonnier de guerre au stalg XVII B en Prusse-Orientale, interné de juin 1942 à mars 1943 pour son refus de travailler pour les Allemands. Deux fois évadé et repris, il connut les durs services des camps de Rawa-Ruska et de Stries. Il était titulaire de la Médaille des Evadés, de la Médaille de la Déportation, de la Croix de Combattant Volontaire de la Résistance et la Croix du Combattant 39-45.

Jean DESQUARTIERS, Georges MAYER (Ain)
Décédé le 30 décembre 1999 à l'âge de 86 ans, Jean Desquartiers d'Oyonnax, combattit en 39/40. Il rejoignit en 1943 "l'Armée Secrète" (AS) à Oyonnax, où il participa -notamment- à la protection du défilé historique des maquis de l'Ain le 11 novembre 1943. Il commanda ensuite la 1ère Cie du 28 bat. des FTF de l'Ain, participant aux combats du Haut-Bugey et à la libération de Bourg-en-Bresse. Membre de l'état-major des FTF de l'Ain, il s'engagea dans la 3e DIA de la 1ère Armée française, et fut capitaine au 3ème bat. du 1er régiment de Franço-Comté. Il était titulaire des Cartes de Combattant et CVR.

Disparu à 70 ans, Georges Mayer, alors âgé de 14 ans, avait apporté son aide à la Résistance. Agent de liaison au 14e bat. FTF de l'Ain, il fut blessé à Saint-Jean d'Etreux. A la libération du département, il s'engagea au 93e RAM sur le Front des Alpes et participa à l'Occupation en Autriche. Il fut démobilisé en 1946. Il était titulaire de plusieurs décorations, dont la CVR.

Jean CARRIERE, Bernadette GUIBERT (Aveyron)
En 1912, Jean Carrière, ingénieur chimiste devint directeur de peausserie à Millau. Gendre du directeur de la société, Alfred Merle, ce protestant comme lui, partagea aussi les sentiments et l'action résistante au sein du mouvement "Combat". De décembre 1942 à décembre 1943, il est secrétaire de René Carabin puis responsable de la propagande et de la diffusion du journal "Combat". Lieutenant de réserve d'artillerie, Jean Carrière est désigné le 20 mai 1944 pour prendre le commandement du groupe de maquisards de l'Aubrac ; le 14 juin, il devient capitaine FFI ("Capitaine Rolland"). Le maquis "Rolland" participa aux combats du réduit de la Truère (Bois de Védrières) les 16-20 juin 1944, puis fin août aux actions dans la zone de Montpellier. Au cours du mois d'octobre, il est intégré à la colonne du commandant Brugier et rejoint le Valdaoh pour être incorporé à la Brigade Légère du Languedoc et continuer la lutte vers l'Alsace et l'Allemagne. Jean Carrière était Chevalier de la Légion d'Honneur, titulaire de la Croix de Guerre ainsi que de la Médaille de la Résistance.

Mère d'une fille de 4 ans et son mari prisonnier de guerre, Bernadette Guibert, dès l'invasion de la zone Sud, se mit à la disposition de la Résistance, hébergeant des responsables de la Résistance ou des officiers parachutés. A la demande du lieutenant Dumont, elle confectionna, après le suicide de Paul Ciaie, le fanion du maquis qui porte son nom. L'ANACR de l'Aveyron a été aussi éplorée par la disparition de Jean BOSCH-REDON qui, sous le pseudonyme de Carlos, fit partie du groupe franc du réseau Duguesclin-dit "groupe Lallet" - au début 1944, participant aux nombreux coups de main et sabotages organisés par ce groupe.

Pierre LE ROSE (Finistère)
Entré à 20 ans dans la Résistance en septembre 1943 au sein du Front National de la Résistance puis membre des FTF. Connus sous le nom de "Michel", il crée "L'Etincelle", journal "Résistant", et, en août 1944 devient membre du CDL. En 1966, il deviendra membre du Comité directeur de l'ANACR du Finistère.

Fernand ARCAS (Hérault)
Son premier sabotage date du 29 septembre 1943, sur la ligne Bordeaux-Marseille. Le 17 août 1944, son équipe fit sauter le pont au-dessus de la route de Narbonne, et mena des actions contre les lignes électriques. Alias "Arnal", il commanda le premier groupe armé qui entra dans Béziers le 20 août 1944. Il fut blessé au tragique combat de la Jague, où deux résistants trouvèrent la mort.

Jacques LEBRET, Roger ROUILLARD (Haute-Vienne)
Décédé le 3 dernier à l'âge de 77 ans, Jacques Lebret faisait partie de la classe 42 appelée entièrement au STO. Refusant le départ en Allemagne, il rejoignit le maquis FTFP du Bois des Echelles, au-dessus de Saint-Sulpice-Lavrière. Devenu chef de groupe, puis lieutenant "Gaby" à la tête de la 2434e Cie FTFP, stationnée d'abord à Tenelle puis à Bruguère dans la commune de Saint-Sylvestre, il exécuta de nombreux sabotages : lignes EDF coupées, déraillement SNCF, locomotives sabotées, ponts coupés, tunnels obstrués.

Né en 1922, Roger Rouillard rejoint au titre du STO, se procura de faux papiers et fut réfractaire à compter du 31 mai 1943. En contact avec des résistants de la Région parisienne, il rejoignit la Cie Saint-Just le 6 juin 1944 et participa à la libération de Paris ; il fut affecté le 2 septembre 1944 à la 3e Cie du bat. Liberté, et, le 2 octobre 1944, il signa un engagement pour la durée de la guerre au titre du 43e RIC et fut dirigé sur le front de la Rochelle, puis sur l'Allemagne, le 4 juin 1945.

L'ANACR de la Haute-Vienne a aussi été éplorée en 1999 par la disparition de Denis MAGADOUX (72 ans) qui, malgré son jeune âge, entra en Résistance dans un groupe de "légaux" et était un des plus jeunes titulaires de la carte de CVR, de Léon BLANZAT, qui rejoignit le maquis "Montmartin" et participa à la libération de Limoges, de Maurice LALAVALLE, qui, sergent-chef de la Cie 2419e du 3e bat. FTFP, participa à la libération de Limoges, de Marcel BINETTE, de Roger MARCAILLAUD, de Marcel MARCAILLAUD, et de Roger JAVELAUD.

Robert PENILLEAUT (Val-de-Marne)
Robert Penilleaut disparu à l'âge de 89 ans, était entré dans la clandestinité dès 1940, son militantisme syndical et son appartenance au PCF le mettant directement en péril. "Exilé" en Seine-et-Marne, il y rejoignit les FTFP, qui furent à l'origine de nombreuses actions contre l'occupant, et participèrent à la libération de Melun. Dès la fin de la guerre, il participa à la fondation de l'ANACR, fut administrateur de France d'Abord, devint Président du Comité local d'Arcueil et Vice-président du Comité départemental du Val-de-Marne ; il était décoré de la Légion d'Honneur.

Paul VEYRAND (Drôme)
Disparu à 80 ans, Paul Veyrand, mobilisé en 1939, avait été maintenu dans l'Armée d'armistice jusqu'à sa dissolution après l'occupation allemande de la zone Sud, fin novembre 1942. Au printemps 1943, il rejoignit un groupe FTFP dans les Baronnies. Son expérience, son sens des responsabilités, son intelligence de la stratégie le font nommer sergent, puis adjudant, puis sous-lieutenant et enfin lieutenant, sous le pseudonyme de "Ravel". Il commande le maquis de Sainte-Euphémie et devient ensuite chef des effectifs de la 3e Cie FTFP. En septembre 1944, Paul Veyrand, qui continua le combat, participe à la campagne des Alpes avec de s'engager dans celle d'Alsace. Il sera rayé des contrôles de l'armée le 12 janvier 1946. Il était trésorier de l'ANACR-Drôme depuis plus de vingt ans.

Gérard ROSENBAUM (Alpes-Maritimes)
Né en 1909 en Pologne, Gérard Rosenbaum disparu en novembre dernier, venu en France en 1927, adhéra au Parti communiste. Recherché par la police durant la guerre, devant fuir Marseille, il dut se réfugier dans le Centre, rejoignant la Résistance et devenant médecin-capitaine des FTP du maquis de la Loire. Venu en retraite au Cannet depuis 1974, il était président de l'ANACR du Bassin Cannois.

Lucien BELLONI (Seine-Saint-Denis)
Disparu à 76 ans, Lucien Belloni était entré en Résistance en 1943, au sein des F.U.J.P. où il assumait rapidement d'importantes responsabilités. En novembre 1943, recherché par la police, il passe dans l'illégalité. Investi par le Front National clandestin de la responsabilité de la lutte contre le STO sur le secteur 12 de Paris, il recevra en février 1944 la mission de constituer et diriger les groupes d'action des F.U.P. A la libération de Paris, il dirigera un groupe FFI-FTFP au Pré Saint-Gervais. Il était vice-président de l'ANACR de Saint-Ouen.

EVOQUER LA RESISTANCE EN MAI : POURQUOI PAS LE 27 ?

L'année 1999 aura vu de nombreuses et ferventes évocations du 27 mai 1943, le jour où, dans le C.N.R., sous la présidence de Jean Moulin, se réalisa l'union générale de la Résistance. Des cérémonies du souvenir ont été honorées de la participation de représentants des Pouvoirs Publics. Excellente chose. Mais nous ne saurions perdre de vue que pour nous l'essentiel de cette journée doit être la transmission du souvenir de la Résistance à la jeunesse d'âge scolaire.

Le 10 décembre 1997, Mme Ségolène Royal avait proposé de réserver dans les établissements d'enseignement "une demi-journée consacrée à des débats sur le thème de la Résistance, de la Déportation...". Le 7 juillet 1998, elle saisisait tous les directeurs d'établissements de la conclusion qu'elle entendait voir donner à cette activité : une journée finale sera organisée en mai, à une date choisie par les Académies.

En mai. Pourquoi pas le 27 ? (ou le jour scolaire ouvrage le plus proche). En 1999, nombreux furent déjà les inspecteurs d'Académie qui appliquèrent la directive. Nous en avons cité un certain nombre dans notre journal. Récemment,

nous faisons connaître aux comités départementaux l'exemple de l'Aveyron, où le document d'application de la directive ministérielle était signé par l'Inspecteur d'Académie, le directeur de l'Office départemental et le président départemental de l'A.N.A.C.R. (laquelle existe quasiment seule dans ce département). Le Bureau National insiste pour que les comités départementaux s'attachent à obtenir partout que croisse encore et notablement le nombre des inspecteurs d'Académie prenant une position favorable à ce vœu.

Ainsi, se préparera dans les conditions les plus favorables parce que les plus indiscutables la création d'une "Journée Nationale de la Résistance", dont les générations qui nous suivent ont grand besoin.

Que d'ici la mi-mai nous parviennent donc une nouvelle vague de décisions favorables des inspecteurs d'Académie, décisions qui aideront les instances nationales de l'A.N.A.C.R. à obtenir que l'heureuse initiative de Mme la Ministre soit reliée au 27 mai, journée capitale, puisque l'union de toute la Résistance est l'explication principale de sa participation décisive à la Libération.

CEREMONIES DU SOUVENIR

La commémoration des actes de résistance et l'hommage aux martyrs tombés dans la lutte ne procèdent pas que du souvenir d'un passé glorieux, mais sont aussi des moments de la nécessaire transmission des valeurs de la Résistance par le rappel du combat des résistants.

Souge

C'est devant quelques 1800 personnes et les représentants des Pouvoirs publics et des autorités militaires – parmi lesquels M.M. Alain Rousset, président du Conseil Régional, Philippe Madrelle, président du Conseil général, Alain Juppé, député-maire de Bordeaux et ancien Premier Ministre, le Préfet Vauquelin et le général Causson, adjoint au commandant de la Région militaire Atlantique – qu'a été inauguré le 24 octobre dernier le Mémorial des fusillés du Camp de Souge.

Plusieurs gerbes furent déposées, les premières l'étant par Mme Plisson et Jacques Mellier au nom des familles de fusillés ; Henri Chassaing et Georges Duron déposant celle de l'ANACR. M. Pomarède celle de la Brigade Denormy et du comité ANACR.

Du 27 août 1940 – date à laquelle fut fusillé Karp Leizer-Israël condamné à mort la veille pour avoir insulté une musique militaire allemande à Bordeaux le 24 août – à août 1944 (pour la seule journée de juillet 1944, 48 patriotes sont fusillés), il y eut 298 exécutions à Souge, aujourd'hui l'un des Hauts-lieux de la mémoire du martyre de la

France résistante. Le Mémorial inauguré le 24 octobre permettra de mieux encore perpétuer le souvenir de ceux qui sont tombés là victimes de la barbarie nazie.

" Manouchian "

Comme chaque année, devant une assistance nombreuse et émue, l'UGEVR et l'ANACR ont rendu hommage, le 27 février dernier, aux " 23 ", dont 20 immigrés résistants et 3 Français connus depuis sous le nom de " groupe Manouchian ", et qui, pour dix d'entre eux, figurèrent sur la tristement célèbre " Affiche rouge " - fusillés par les nazis le 21 février 1941 dans la clairière du Mont-Valérien, après un simulacre de procès tenu le 17 février à l'Hôtel Continental à Paris.

Après avoir rappelé les raisons – en particulier leur engagement pour la liberté – qui avaient conduit ces immigrés à venir en France puis, après l'occupation de notre pays, à entrer dans la Résistance, Dino Maffini, président de l'UGEVR devait notamment déclarer : " On les appelait des étrangers, mais en vérité par leur engagement volontaire dans la Résistance pour libérer la France et le sang versé pour elle, ils ont bien mérité du Statut de Citoyen français à part entière, nul ni personne ne pourra jamais le leur nier ".

Au nom du Bureau National de l'ANACR, Jean Grazon, devait rappeler que " Manouchian et ses camarades ", tous ces immigrés ont droit, plus que tout autre, à notre infinie gratitude (...). Ils étaient Polonais, Hongrois, Roumains, Arméniens, Italiens, Espagnols, Juifs en très grand nombre. Ils étaient nos frères de combat et, depuis 1945, avec l'UGEVR, l'ANACR leur a, chaque année, rendu un fervent hommage.

" Si nous ne voulons pas que l'oubli de l'Histoire anesthésie totalement les mémoires et ferme les yeux, il faut enseigner à la jeunesse ce que fut le nazisme, ce qu'est le fascisme (...). Il faut qu'elle sache qu'il y a 60 ans notre civilisation faillit périr, et que la liberté dont elle jouit aujourd'hui, elle la doit au sacrifice des héros et des martyrs ".

LIVRES • LIVRES • LIVRES • UN NOUVEL OUVRAGE DE ROGER LE HYARIC

Roger Le Hyaric publie un nouvel ouvrage dédié à 5 martyrs de la Résistance fusillés à Vannes le 25 février 1944 : " Les F.T.P. de Bretagne ".

L'intérêt de ce livre est surtout d'apporter sur les combats des Poches de l'Atlantique, plus particulièrement de Bretagne bien sûr, des informations inconnues ou très peu connues.

La première question concerne les conditions dans lesquelles fut constituée la " Poche " de Lorient, alors que la route était pratiquement ouverte aux blindés américains après l'échec d'une contre-attaque allemande vers Vannes. L'échec de la contre-attaque était essentiellement due aux F.F.I. Quelques éléments allemands réussirent à progresser jusqu'à Auray, où ils commirent plusieurs crimes de guerre, mais ne purent revenir à leur base, exterminés par les unités F.F.I. (F.T.P., O.R.A., Libé-Nord...). L'auteur écrit alors que, devant Lorient, " les chars américains avançant comme à la parade ", et de citer un rapport allemand : " Ils firent irruption à travers les champs de mines jusque dans la position de tir et y anéantirent les canons sans que la garnison

ait pu les empêcher... Il y avait là une énigme ". L'énigme, c'étaient les renseignements de la population et l'action des maquis. Et un rapport - toujours allemand - du 8 août de mentionner que les chars firent demi-tour et de commenter : " S'ils avaient continué à faire route, ils n'auraient rencontré aucune résistance digne de ce nom car notre ligne principale de défense à la limite Nord-Est de Keryado n'était à cette époque garnie que d'un très petit nombre de combattants ". Alors ? Aux dires allemands, 40 de leurs officiers et un millier de leurs troupiers étaient à ce moment tombés. L'état-major américain reçut dans un plantureux déjeuner les chefs F.F.I. : à son issue le général leur dit avec " simplicité " : " Il faut que je vous informe, nous vous quittons cette nuit ". Et le lendemain à l'aube, il n'y avait plus un char américain sur le front ".

Et c'est ainsi que seuls les F.F.I. continrent les 25.000 Allemands encerclés dans Lorient, la dernière ville occupée en Europe.

Mais nous aurons d'autres occasions d'évoquer les combattants des Poches... (120,00 F au siège de l'A.N.A.C.R.)

AVIS DE RECHERCHE

Ancien du maquis de " Pierre Blanche ", le reposoir Haute-Savoie, de mai à septembre 1943, alors au Mont-Saxonnet après dispersion ordonnée du camp, je recherche " Robert ", un Parisien (dont le père était médecin) avec qui je faisais équipe. Il avait, à l'époque, une barbe, genre Napoléon III et 21 à 22 ans. J'en avais 19. Notre chef de camp était " Jeanjean " (Jean Pasquier) mort au passage du Rhin, avril 1945, dans les rangs de la 1ère Armée. Contacter M. Marcel Duviols - 30460 Soudorgues, tél/fax : 04.66.85.22.61

Fernand, C.E. adjoint au 201e bataillon FFI-F.T.P. Inter A - Région II, blessé au cours des combats pour la libération de Montluçon le 23 août 1944, admis à l'infirmerie du bataillon Ecole Viviani le même jour, recherche témoins.

Contacteur Aldo Favard, Route de l'Ozon, 42450 Sury-le-Comtal, tél. : 04.77.30.81.76

Recherche tous renseignements concernant Daniel Beaucieux, né le 14 mai 1922 à Baule en Brie (Aisne). Il fut arrêté vraisemblablement en mai 1942, en compagnie de Martial Triolet, Jacques Réaulet et Féral, emprisonné à Fontainebleau, Fresnes puis déporté à Dachau et à Buchenwald. Il décéda à Dora le 20 mai 1944 du typhus.

Ecrire à M. Raymond Zerline, 13 rue des Brevis, 60800 Feigneux, tél. : 03.44.59.25.17.

Recherche toute personne qui a connu René Lévy qui a appartenu au réseau du Musée de l'Homme, puis à celui d'Hector dont le responsable était le général Heurtaux, Compagnon de la Libération. Elle fut arrêtée le 25 novembre 1941, emprisonnée à la Santé puis déportée NN en Allemagne. Elle fut décapitée à Cologne le 31 août 1943.

Recherche également des documents, photos, articles pour les cérémonies du 11 novembre 1945 et celle du 18 juin 1960 au Mémorial de la France combattante du Mont-Valérien, sous la présidence du général de Gaulle.

Ecrire à M. Alain Simonnet, 3 Square de l'Etang, 95130 Franconville, tél. : 01.34.15.34.63

M. le Maire d'Etel (56410) recherche un résistant qui, le 8 décembre 1944, prit de nombreux clichés de la libération de la ville par la 94e D.I. américaine et les FFI. Il s'agirait d'illustrer une brochure en préparation sur l'événement.

Ecrire à M. Rémy Guillevic, Maire, 46 avenue Louis Bougo à Etel.

ASSEMBLEE NATIONALE : HOMMAGE RENDU A 7 MARTYRS

Le 9 mars dernier, répondant à la demande – appuyée par l'ANACR – d'André Rizo, frère de l'un d'entre eux, le Président de l'Assemblée nationale, Laurent Fabius, a dévoilé une plaque-souvenir apposée sur les lieux même où, les 4 et 5 mars 1942, furent condamnés à mort par une cour martiale allemande au terme d'une parodie de justice, Acher Semahya, Fernand Zalkin, Robert Peltier, Pierre Milan, Christian Rizo, Tony Bloncourt et Roger Hanlet. Ils seront fusillés le 9 mars 1942.

Devant 200 personnes environ, Robert Chambeiron, Président-délégué de l'ANACR et secrétaire général-adjoint du CNR, M. Jean-Pierre Masseret, Secrétaire d'Etat aux Anciens Combattants et Victimes de Guerre et le Président Laurent Fabius s'attachèrent à retracer ce que fut le combat des 7 héros honorés ce jour, le sens de leur action et sa portée contemporaine, le besoin de mémoire pour les générations futures.

Nous avons publié en première page l'essentiel de l'allocation du président Chambeiron. M. Masseret, après avoir rappelé l'engagement et la grandeur du sacrifice des " 7 ", et, avec émotion, leurs " dernières lettres " à leur famille, relia l'hommage qui leur est rendu au combat actuel contre les résurgences contemporaines de l'idéologie contre laquelle ils luttèrent et dont ils furent les victimes ; exemple autrichien à l'appui. Quant au président Fabius, il devait notamment déclarer : " Ces sept partisans avaient participé à la première campagne d'attentats contre des officiers allemands engagés à partir de l'automne 1941 en zone occupée : à Nantes, à Bordeaux, à la station de métro Barbès. Dans

des conditions extrêmement difficiles, ils furent parmi ceux, assez peu nombreux à cette date, qui eurent le courage de remettre en question l'impunité et l'arrogance des forces d'occupation. La Résistance leur doit beaucoup et notre liberté aussi. Les nazis le savaient et c'est la raison pour laquelle ils se montrèrent sans pitié.

" L'occupant voulut en effet donner une signification particulière à ce procès abject, parodie de justice puisque le sort des sept inculpés était scellé d'avance, en transformant la Chambre des députés en tribunal. La maison de la démocratie utilisée à dessein pour appliquer la barbarie ! La lourdeur du symbole explique probablement l'épaisseur du silence qui recouvrit cette tragédie. On ne peut en effet parler de devoir de mémoire que lorsqu'une étape préalable a été franchie, celle du devoir d'histoire, ce travail minutieux d'archéologie qui permet d'accéder à la vérité. Le souvenir de ces sept résistants s'était égaré. La cérémonie d'aujourd'hui (...), quoique tardivement, contribuera à réparer l'injustice. Tel est le signe d'une démocratie adulte ; tel était le devoir de la représentation nationale (...). Hommage à la Résistance. Hommage à ces hommes devenus des héros ".

Parmi les personnalités participant à la cérémonie, on notait – outre de nombreux députés – la présence du général Jean Simon, chancelier de l'Ordre de la Libération, d'André Tolle, Président du Comité Parisien de la Libération, du général Guillaumin de Benouville, Compagnon de la Libération, de Robert Créange, secrétaire général de la FNDIRP, de Guy Lamothe, vice-président de l'ARAC.

La délégation de l'ANACR était composée de Robert Chambeiron et Pierre Sudreau, Présidents, Albert Oriol, vice-président, Charles Fournier-Bocquet, secrétaire général, Jacques Weiller, secrétaire du Bureau national.

Par ailleurs, les " Amis de la Résistance (ANACR) " désireux tout naturellement de s'associer à cet hommage, important pour la transmission de la mémoire, l'ont fait par une lettre en ce sens adressée du président Laurent Fabius.

LE JOURNAL DE LA RESISTANCE

FRANCE D'ABORD Rédaction - Administration
79, rue Saint-Blaise, 75020 Paris

REDACTION - ADMINISTRATION
79, rue Saint-Blaise, 75020 PARIS
Tél. : 01.44.64.80.60 - C.C.P. 4194-42 W PARIS

ABONNEMENTS
France 45,00 F
Etranger 55,00 F
Abonnement de soutien 70,00 F
Le numéro 6,00 F

CHANGEMENTS D'ADRESSE
Prière de joindre la bande du dernier numéro reçu et deux timbres-poste pour frais

Edité par la S.A.R.L. FRANCE-D'ABORD
Le gérant : Jean FREIRE
Commission paritaire des Publications
et Agences de Presse - N° 1 155 D 73

Imprimerie Multi Inco Photo
3-5, rue de l'Atlas, 75019 Paris
Tél. : 01.40.03.96.60